

INDOCHINE tombeau du colonialisme

EN cette septième année de la guerre d'oppression et de rapine au Viet-Nam, la bourgeoisie française a perdu tout espoir d'y rétablir sa domination.

La Banque d'Indochine, principale intéressée dans cette affaire, avait compli depuis plusieurs mois elle a transféré ses agences sur de nouveaux théâtres d'opérations. Les rats sentent venir le naufrage.

Moins heureux que la Banque d'Indochine, le Gouvernement de la guerre d'Indochine n'a pas pu tirer son épingle du jeu. M. Plevin a coulé à pic ; à son cou était attachée la pierre du budget de guerre :

- 500 milliards pour la guerre d'Indochine ;
— 1.000 milliards de réarmement atlantique.

Les récents débats budgétaires ont jeté une lumière crue sur la réalité indochinoise. La discussion a été vive au sein des différents groupes parlementaires de la majorité.

Ainsi Edouard Daladier, qu'on ne peut soupçonner de sympathies pour la cause du peuple Vietnamien, énuméra les conséquences catastrophiques de la guerre coloniale sur l'économie, le budget, l'armée, l'encadrement militaire, la situation diplomatique, etc.

Il conclut à la nécessité de replier les troupes françaises sur la côte de Cochinchine « afin d'éviter tout contact avec les forces du Viet-Minh ».

Au bluff du gouvernement sur les prétendues victoires au Tonkin, il répliqua : « Il est vrai que le Viet-Minh va de catastrophe en catastrophe, où allons-nous nous mêmes ? »

D'autres orateurs colonialistes, tout en rejetant les conclusions de Daladier, partageaient ses appréciations de la situation. Ainsi le M.R.P. Costes Floret, préconisa un règlement diplomatique devant l'ONU.

Les ministres eux-mêmes n'offrirent dans ce débat aucune autre perspective que de TENIR jusqu'à un armistice en Corée qui permettrait de traiter avec Mao Tse Tung.

En réalité, pour traiter, la bourgeoisie française devrait reconnaître le gouvernement de Mao Tse Tung. Truman ne le lui permet pas.

Au moins peut-elle escompter une aide américaine suffisante ? Nullement. Le gouvernement Truman précise même qu'il n'envoiera pas de troupes terrestres en cas d'intervention chinoise au Viet-Nam.

Reste alors la possibilité d'évacuer l'Indochine ? Non, pas même cette possibilité ! Car la bourgeoisie française est obsédée par l'idée que son retrait d'Indochine déclencherait immédiatement l'insurrection libératrice des peuples d'Afrique du Nord.

Sa tactique se ramène à ceci : durer, attendre. L'attente peut n'être plus très longue.

Et les travailleurs de ce pays savent s'unir pour l'action, la guerre d'Indochine aura été le dernier crime de l'impérialisme français.

F. B.

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

46, rue de l'Arbre.Sec, Paris (11e) — Tél. : CEN. 68-96

CRISE DE RÉGIME UN GOUVERNEMENT au service des travailleurs !

Le gouvernement Plevin s'est effondré à son cinquième mois d'existence. C'est le refus ouvrier de payer la préparation de la guerre atlantique qui l'a tué.

La chute du gouvernement Plevin au premier vote de confiance sur les lois-cadres éclaira la situation réelle du pays.

Son impuissance et sa faillite révélèrent derrière la crise gouvernementale une crise de régime.

Une majorité bourgeoise existe encore au Parlement : celle qui, sous la direction du R.P.F., instaureront dans la métropole le régime de misère et de terreur policière qui existe déjà dans les colonies.

Seule la levée indignée de tout le mouvement ouvrier peut arrêter la répression anti-ouvrière de la dictature qui tremble encore au souvenir de la grande peur du printemps et de l'été dernier.

Le pupart sont anarcho-sindicalistes, nous dirions. Nous n'en doutons pas puisque ce sont eux qui constituent l'avant-garde la plus large de la classe de travailleurs espagnols.

Le Parti communiste internationaliste s'adresse à toutes les organisations ouvrières espagnoles et françaises et leur dit : Réalisons immédiatement l'unité d'action pour arrêter les coups prêts à frapper les trente-quatre de Barcelone et les cent de Séville.

UNITÉ pour arracher ses victimes à Franco

Les trente-quatre de Barcelone vont être jugés. A Séville, c'est plus de cent militants qui menacent les Conseils de guerre de Franco.

Ce n'est pas au moment où l'entrée de l'Espagne franquiste dans le Pacte Atlantique est à l'ordre du jour qu'il faut attendre un geste ou un mot de protestation des gouvernements dits démocratiques.

Seule la levée indignée de tout le mouvement ouvrier peut arrêter la répression anti-ouvrière de la dictature qui tremble encore au souvenir de la grande peur du printemps et de l'été dernier.

Aucune division ne doit subsister devant la menace de mort suspendue sur la tête de militants de toutes appartenances politiques.

Le Parti communiste internationaliste s'adresse à toutes les organisations ouvrières espagnoles et françaises et leur dit : Réalisons immédiatement l'unité d'action pour arrêter les coups prêts à frapper les trente-quatre de Barcelone et les cent de Séville.

Michel LÉQUEUNE. (Suite page 2.)

Les travailleurs japonais font échec à Yoshida

Correspondant. A ratification par la Diète japonaise du traité de paix et du pacte de sécurité nippo-américains a provoqué une violente opposition qui menace de s'étendre des centres industriels à l'ensemble du pays.

Le pacte de sécurité surtout a profondément heurté, notamment par une clause permettant aux troupes américaines de « maintenir l'ordre » dans le pays.

Le désir de paix des travailleurs japonais s'est particulièrement cristallisé autour du mouvement des (Suite page 3.)

La police cherche à se venger de sa défaite chez Renault UNION CONTRE L'ARBITRAIRE

La police bourgeoise a essayé un échec cuisant sur la place Nationale de Boulogne-Billancourt. Voulu provoquer les ouvriers par des démonstrations imposantes de force en complicité ouverte avec le R.P.F., les travailleurs de chez Renault ont clairement montré, le 22 décembre, qu'ils n'entendaient pas se laisser impunément insulter sur le lieu même de leur travail.

Mais la bourgeoisie ne pouvait en rester là ! Elle voulait des victimes en compensation des 51 policiers blessés. Venue mettre son nez dans des affaires qui ne la concernaient aucunement, la police se trouvait atteinte dans son moral par la course à l'échalote sans précédent qu'elle avait subi.

L'affaire était compliquée. Qui était responsable ? Assurément pas les ouvriers sortant de leur travail que l'on venait asticoter par des slogans et des injures qui étaient une insulte à leur misère et à leurs conditions de travail.

Accuser les producteurs de travail. Accuser les procureurs R.P.F. c'était, pour la bourgeoisie, accuser la police puisque l'un et l'autre étaient complices et conjointement solidaires dans cette affaire. Il ne restait plus qu'une solution : passer outre à la légalité et tenter de monter de toutes pièces un procès où les accusés seraient des ouvriers et les témoins à charge des R.P.F. en service commandé.

Pour avoir des accusés, il faut des D. RENARD. (Suite page 4.)



Vincent Auriant. — Quelle époque, mon cher Baylot ! Si on ne respecte même plus les forces de l'ordre...

Union nationale ou unité ouvrière

ETIENNE FAJON a consacré récemment trois éditoriaux de « l'Humanité » à l'unité d'action de la classe ouvrière. Lorsque Fajon proclame que « le front unique des travailleurs communistes et socialistes est indispensable » (1) nous ne pouvons qu'être d'accord avec lui, nous qui depuis quatre ans, alors que Fajon disait toute autre chose, n'avons cessé d'affirmer que l'unité d'action syndicale et politique était la condition préalable de tout succès ouvrier.

Et Fajon a également raison d'écrire : « De plus en plus fréquemment les travailleurs, loin de s'en tenir à leurs revendications immédiates, exigent pour demain une politique générale qui permette de satisfaire ces revendications » (2).

Mais de quelle « politique générale » s'agit-il ? Les dirigeants du P.C.F., depuis des mois, ne cessent de le répéter : d'une politique d'union nationale, d'union de tous les Français — impulsée par un « gouvernement français », un « gouvernement qui ne prendra ses mois d'ordre qu'après des Français ». L'unité ouvrière n'est pour eux, comme le Comité central d'Yvry l'affirmait au mois de septembre, qu'un « facteur de l'union nationale ».

Mais les « Français » se divisent en deux classes hostiles, en exploités capitalistes et travailleurs exploités. Après de laquelle de ces deux classes le « gouvernement français » prendra-t-il ses mots d'ordre ?

« Après de tous », nous répondra-t-on sans doute. Car tous les Français, ouvriers ou patrons, ont également intérêt à s'opposer à la politique américaine.

C'est là une illusion mortelle. Certes, les contradictions sont aujourd'hui plus nombreuses que jamais au sein de la bourgeoisie mondiale. Entre bourgeois français et bourgeois américains, notamment les conflits d'intérêt se multiplient ; l'impérialisme

américain s'approprie avec brutalité la part du lion sur les profits capitalistes dans le monde entier ; les patrons français voudraient se voir réserver une part plus large du gâteau. La politique américaine en Europe prend de plus en plus son appui principal sur le patronat allemand ; et cela encore lèse les intérêts de nombreux patrons français.

Mais la bourgeoisie mondiale, face aux travailleurs, a toujours su placer sa solidarité de classe au-dessus des conflits d'intérêt qui la divisent. Les bourgeois se disputent entre eux pour le partage des profits que l'exploitation capitaliste leur permet

G. BLOCH. (Suite page 3.)

- (1) « Huma » du 9 janvier.
(2) « Huma » du 12 janvier.

CERCLE LENINE Vendredi 1er Février 1952 PALAIS DE LA MUTUALITE SALLE M — 20 H. 30 La domination américaine Comment la combattre avec efficacité

L'AVENIR DE L'U.R.S.S... vu par les dirigeants impérialistes américains

L'auteur de cet article est un révolutionnaire émigré récemment d'Union Soviétique. Il a vingt-cinq ans et vit actuellement en Grande-Bretagne. Il n'est pas trotskyste parce que, comme il nous le dit dans une note, « étant un représentant de la plus jeune génération du peuple soviétique », il n'a pas eu la possibilité d'apprendre ce que le trotskisme « est en réalité ». Son point de vue cependant est, pour cette raison même, d'un intérêt particulier pour les lecteurs de notre revue (1). Il représente en effet la pensée critique de ces jeunes révolutionnaires appartenant à la génération grandie sous le stalinisme et qui a appris à lutter contre lui sur son propre sol. Pour des raisons évidentes, le nom véritable de l'auteur ne peut être révélé.

Cette année, on s'est exprimé assez franchement dans les cercles dirigeants des U.S.A. sur le sujet : Quel genre de Russie serions-nous heureux de voir à l'avenir ? Il est clair que la « Russie future » qu'ils ont en tête n'est pas l'Union Soviétique stalinienne, mais quelque chose de nouveau et de différent. Comme point de départ pour la construction de leurs conceptions politiques, ils appuient, conformément à leurs vœux, que l'Union Soviétique, vaincue au cours d'une guerre, a cessé d'exister.

DEUX PROGRAMMES « MADE IN U.S.A. »

Quel est le programme de cette « Russie future » made in America ? Résumons les deux points de vue récemment rendus publics. Le premier est celui de Mr. George F. Kennan, ancien chef de la direction politique au Département d'Etat et Conseiller à l'ambassade U.S. à Moscou. Dans son article « L'Amérique et la Russie future » paru dans Foreign Affairs d'avril 1951, Kennan énonce ce qui suit : 1. En abordant les problèmes intérieurs d'une Russie future, nous devons être très prudents et souples. 2. Il faudrait que la Russie future soit une république libérale-démocratique. 3. Comme les forces libérales-démocratiques dans la Russie d'aujourd'hui sont très faibles, nous les aiderons à se développer de façon lente et graduelle. 4. Les forces libérales-démocratiques en Russie existent maintenant dans la payannerie et, en conséquence, nous les soutiendrons en accordant la restauration de la propriété privée de la terre. 5. Quoique, malheureusement l'industrie doit rester dans les mains du gouvernement, nous soutiendrons l'apparition de la libre concurrence dans toute l'économie. 6. Aux nationalités non russes de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui serait accordée l'autonomie culturelle et linguistique. 7. L'autre point de vue est celui de

UNE ÉTUDE DE W. WILNY

Mr. Harold E. Stassen, ancien gouverneur du Minnesota, candidat malheureux à la présidence, aujourd'hui président de l'Université de Pennsylvanie et touriste politique bien connu. Il a présenté son programme dans un article intitulé : « L'effondrement de la Russie du Communisme » dans le Ladies' Home Journal d'avril 1951 et dans quelques émissions radiophoniques. Il dit : « Pour la libération et la marche en avant de l'humanité » nous devrions soutenir la contre-révolution en U.R.S.S. Son programme se résume en 1. Rétablissement de la propriété privée de la terre. 2. Rétablissement d'une vie religieuse libre. 3. Libération de tous les prisonniers de tous les camps de concentration russes. 4. Établissement d'états nationaux souverains en Ukraine, Ettonie, Lithuanie, Lettonie, Biélorussie, Pologne, Tchecoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie et Turkestan. 5. Il faudrait soutenir les « mouvements contre-révolutionnaires » des émigrés d'Europe occidentale. (Suite page 3.)

(1) Cette étude est parue dans la revue Fourth International, organe théorique des trotskystes américains.



LA LIBERTÉ DU PEUPLE ÉGYPTIEN
domaine les tentations de règlement du conflit

EN 1980, l'Égypte, incapable de faire face aux difficultés financières, en particulier aux échéances britanniques, abandonna ses droits sur le canal de Suez pour 10 millions de livres. Hormis son intérêt stratégique considérable, le canal permettait à l'Angleterre d'établir un contrôle implacable sur l'économie égyptienne, les finances, les chemins de fer, le port d'Alexandrie. Deux ans après, une révolte éclate contre la domination impérialiste, les Égyptiens sont écrasés et l'Angleterre occupe le pays. Occupation provisoire, selon le Premier anglais de l'époque, Gladstone. Ce provisoire durera. Une longue et terrible période de souffrance et de lutte s'ouvre alors pour le peuple égyptien, marquée d'innombrables combats auxquels répond chaque fois la plus féroce des répressions. Cette période est interrompue par de symboliques concessions des impérialistes quand les choses tournent trop mal pour eux : proclamation de l'indépendance de l'Égypte en 1922, établissement de la constitution en 1923, ajout de lettres mortes. En 1938 pourtant, avec la signature du traité anglo-égyptien, l'armée et la police cessent d'être sous le contrôle direct de l'Angleterre, qui n'occupe plus que la zone du canal. Mais en 1943 les impérialistes envahissent à nouveau la totalité du pays. La répression redouble envers le peuple égyptien dressé non seulement contre la présence anglaise mais aussi contre la corruption et les malversations des dirigeants anglophiles. En 1946, le représentant anglais, Lord Stansgate, déclare que les forces militaires ne quitteront le pays. Il ne dit pas quand ni comment. Aujourd'hui, le peuple égyptien est en train de lui fournir la réponse. En effet, la situation est maintenant intolérable pour les britanniques réfugiés dans la zone du canal. S'ajoutant au blocus rigoureux des Égyptiens aux rudes et commandés des bataillons de libération, le départ des 50.000 ouvriers des installations qui ont refusé de poursuivre leur travail pour le compte des Anglais, a complètement paralysé toute activité. Lord Stansgate qui a perdu de sa superbe avoue que la base n'est plus d'aucune utilité. Le temps des expéditions coloniales est révolu, où avec une canonnnière et quelques régiments, les impérialistes imposaient leur présence. Ils se heurtent aujourd'hui en Égypte à tout un peuple prêt au combat. Jusqu'à présent contenu et contrôlé par la Cour et le gouvernement, les masses égyptiennes montrent maintenant leur force. Elles la déchaineront demain. Les impérialistes le savent bien et n'ont plus d'autre perspective que de spéculer sur les craintes de certains

représentants des classes dirigeantes. Et surtout par ceux qui multiplient les déclarations nationalisées, plus d'un est inquiet pour ses privilèges. Ils n'ignorent pas que l'indépendance nationale est le premier pas vers des réformes de structure devant nécessairement s'accompagner de réformes sociales. Les impérialistes espèrent trouver des marionnettes à leur solide. Il ne manque pas de candidats. Cela n'évitera pas l'échec fatal car le peuple égyptien trouvera inmanquablement le chemin de son indépendance. Comme l'écrit justement le vaillant journal du M.T.L.D. l'Algérie Libre, « la volonté du peuple égyptien domine les tentatives de règlement du conflit ». J. HEBBERT.

Deux politiques-
A l'occasion des fêtes de Noël les volontaires chinois qui se battent en Corée ont répandus dans les lignes anglo-américaines plus de cent-cinquante mille cadeaux de Noël. Ces cadeaux sont accompagnés de lettres de prisonniers américains à leurs familles et de souhaits comme celui-ci :
« Quelles que soient leur couleur, leur race ou leur croyance tous les hommes sont frères.
Vous et nous voulons vivre en paix.
Et vous retourner à la maison la guerre cessera.
Demandez la paix !
Arrêtez la guerre !
Ces lettres de presse de la « Chine Nouvelle » qui ont été publiées dans le journal « l'ONU ».
Ces convulsions — on s'en doute aisément — ont eu le plus grand effet sur les soldats « l'ONU ».
Ce bon travail de fraternité prolétarienne qui a pour objet de désintégrer les armées impérialistes en Corée est un des meilleurs gages du succès des armées sino-coréennes.
A cette même période de Noël, à la Rochelle, un film américain ayant dans la nuit du Réveil un film français, on peut lire quelques jours après sur un mur de la ville en énormes lettres :
Américains, Assassins, Goïhome.
Et le journal « l'Humanité » qui publiait la photo du mur, le 11 janvier, titrait : « Ici un M.P. a poignardé un Français. »
En assistant tous les soldats américains aux M.P., en les traitant tous « d'assassins » on ne désintègre pas l'armée américaine on la rend plus résistante autour de sa bourgeoisie. On perd ainsi le moyen d'ouvrir efficacement pour qu'ils luttent pour rentrer chez eux et refuser de jouer le rôle de gendarmes au lieu de leur destin à la bourgeoisie yankee.
La bonne méthode c'est celle qui consiste à travailler autour de soi et coréens. Il faut la suivre et rester comme contraire au intérêt de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme, le chauvinisme anti-américain qui prône les dirigeants du Parti communiste français.
M. M.

(Suite de la première page)
Comme on peut s'en rendre compte par ces résumés, les deux points de vue sur la reconstruction de la Russie ne varient pas considérablement ; les deux prennent comme base leur doctrine commune d'établir le capitalisme privé en U.R.S.S. Ils ne diffèrent que sur les méthodes envisagées pour la réalisation de ce programme : la manière lente, graduelle, proposée par le moins émotif M. Kennan, ou la manière brutalement « contre-révolutionnaire » proposée par Stassen et sur la question des nationalités non russes. A notre avis, la dernière différence n'est que le résultat de sources d'informations différentes et ne joue qu'un rôle secondaire dans les deux programmes.
Quel qu'en soit le cas, les deux programmes sont conformes à la politique réelle du gouvernement américain. Les preuves en abondent : dans la propagande de « La Voix de l'Amérique », dans les discussions sur l'appel au peuple russe au Congrès, dans les récents discours de Truman, Acheson et de son adjoint Jack M. McCall et dans les activités des fonctionnaires U.S. parmi les personnes déplacées russes en Europe occidentale. Bien plus, il n'y a aucun indice d'une politique différente des Etats-Unis dans ce domaine.
II
Le plus important, en ce qui concerne ce programme américain pour une « Russie future », c'est que ses défenseurs cherchent à convaincre le peuple américain que c'est un programme entièrement juste et progressif et que le peuple russe désire sa réalisation. Pour le prouver, ils se tournent vers les réfugiés et personnes déplacées russes. Mr. Stassen dit franchement : « Ces évadés annoncent l'effondrement qui vient du communisme... »
QUELS SONT LES REPONDANTS RUSSES DE CE PROGRAMME ?
Par conséquent, avant d'examiner les possibilités de réalisation du programme américain à l'intérieur de

l'U.R.S.S., examinons d'abord qui sont ces « messagers » et « mouvements contre-révolutionnaires ». (M. Stassen leur donne certainement le nom qui leur convient). Quels sont ces réfugiés d'Union Soviétique ?
Les officiers des armées contre-révolutionnaires de la guerre civile de 1917-22 ; des ministres et des chefs de partis des gouvernements contre-révolutionnaires de l'époque de la révolution ; d'anciens négociants, hommes d'affaires et propriétaires terriens. On trouve même des monarches et des princes, des ducs et des comtes. Il est tout à fait naturel qu'ils réclament la restauration de « leurs » possessions, perdues il y a 20 ans à la suite de la révolution. Mais il ne faut pas oublier que tous ces gens ont été en Russie et n'ont jamais été en U.R.S.S. Tous ces gens constituent une partie très importante des émigrés politiquement actifs et leurs représentants, comme M. Alexandre Kerensky, jouent un rôle non négligeable dans l'élaboration du programme russe pour la « Russie future ». Voilà les « libéraux » dont parle M. Kennan.
LE CAS DES « KOULAKS »
Une autre fraction de l'émigration a réellement quitté l'Union Soviétique durant la deuxième guerre mondiale. La majorité sont des enfants ou des parents des gens de la première catégorie. Il est aussi naturel qu'ils cherchent à restaurer les biens de leurs parents. Une autre partie de ces émigrés est constituée par ceux qu'on appelle les « koulaks », ces paysans riches qui ont été de la collectivisation de l'agriculture ne veulent pas se joindre aux fermes collectives et pour cela furent persécutés par le Kremlin. Il y a vingt ans qu'ils ont perdu leur terre, mais cependant ils espèrent toujours voir restaurer leurs propriétés. Ils ont collaborés avec le régime hitlérien dans les territoires occupés de l'U.R.S.S., pendant la deuxième guerre mondiale. Quand ils disent qu'ils ont été forcés par les Allemands de quitter le pays, c'est un mensonge évident. Ils se sont enfuis avec les Allemands parce qu'ils

avaient peur d'être châtiés par l'Armée Rouge. Durant l'occupation allemande ils travaillaient dans la police, l'appareil administratif et économique des Allemands et tout le monde sait en U.R.S.S. qu'ils fuillaient les Juifs, pendant les résistances anti-allemandes (bien que ceux-ci fussent très souvent anti-allemands, comme les membres de l'Armée Ukrainienne du Peuple), dressaient les listes de candidats à la déportation dans les camps de travail forcé en Allemagne. Ils constituaient aussi la partie des « soldats » Armée russe de Libération » du général Vassov.
Pour être objectif, il faut dire que la plupart d'entre eux devinent ce qu'ils sont à cause du stalinisme ; c'est-à-dire que le stalinisme fit de ces gens des contre-révolutionnaires par ses cruelles méthodes de collectivisation de l'agriculture. Ils furent persécutés et traqués pendant la plus grande partie de leur vie, parce qu'ils avaient une mentalité réactionnaire et n'avaient pas voulu rejoindre les fermes collectives. A notre avis, ils ne sont pas de véritables « ennemis du peuple » mais pour la plupart des paysans pauvres et arriérés et non des koulaks ou des propriétaires terriens d'avant la révolution. Mais les persécutions leur firent perdre leur jugement moral ; ils cherchèrent à se venger, se mirent sous l'occupation au service des Allemands et devinrent ainsi de véritables ennemis du peuple.
Les émigrés d'Europe orientale comprennent aussi beaucoup de gens dont les idées réactionnaires sont maintenant partie de l'Union Soviétique. Il y a des Ukrainiens et des Biélorusses d'Ukraine occidentale et de Biélorussie occidentale, dont le pays était, avant guerre, occupé par la Pologne. Ce sont surtout des membres déclassés de l'intelligentsia et quelques membres du clergé. Ils n'ont jamais vécu en Union Soviétique.
Ces groupes variés d'émigrés de territoires qui font aujourd'hui partie de l'U.R.S.S. forment la majorité absolue de la partie politiquement active de l'émigration. Les créateurs du programme américain pour une « Russie future » se réfèrent à eux pour prouver la justesse et la correction de leur programme.
LES « AMERICAINS DU REICH »
Mais il y a cependant un autre groupe qui a quelque influence dans l'établissement du programme américain. Ce sont les citoyens américains originaires d'Europe orientale, particulièrement de Russie et d'Ukraine. Ils disposent de puissantes organisations aux Etats-Unis et, en tant que citoyens américains, s'adressent souvent à l'opinion publique, avec des déclarations et des articles qui prétendent eux aussi parler pour les gens de leur pays d'origine. Comme exemple de ce genre d'activités d'« Américains du Reich » nous relevons ce qui se trouve dans un éditorial du journal des Américains d'origine ukrainienne, The Ukrainian Quarterly, vol. VII, n° 1, hiver 1951 :
« Tout Ukrainien sait que sans la destruction (par bombes atomiques) du Doudas Ukrainien et de l'Ukriv Rog (2), il n'y aura pas de décision. Cependant, ils désirent qu'il en soit ainsi... telle est l'opinion générale dans les nations opprimées par l'Union Soviétique » (à suivre.)

ECHEC A YOSHIDA

(Suite de la première page)
« quatre principes de paix » qui sont : contre un traité séparé et pour un traité avec l'ensemble des puissances ; contre l'entrée dans un des blocs et pour la neutralité ; contre le réarmement ; contre les bases militaires étrangères dans le pays.
Ces positions ont été adoptées par de nombreux syndicats, notamment ceux des mineurs, ceux des chimistes, des travailleurs des transports, des industries électriques, les enseignants, etc...
Tous ont décidé de mener une lutte résolue contre les manœuvres du gouvernement Yoshida visant à livrer le pays à l'impérialisme américain.
Chez les travailleurs de ce mouvement également on les plus grandes répercussions. Le recteur de l'Université a récemment dénoncé devant ses étudiants le traité de paix séparé. Ceux-ci — fait sans précédent dans les annales — ont chanté l'Internationale au cours d'une visite de l'Empereur, jadis Dieu-vivant.
Enfin la question des traités a provoqué une scission dans le Parti socialiste, l'aile gauche s'opposant aux traités. Contrôlant des syndicats qui comptent trois millions de membres, elle a exercé sous la pression des masses ouvrières ainsi que de la jeunesse. Elle est donc amenée à jouer un rôle très important. Ses possibilités de manœuvre sont d'autant plus restreintes que la volonté de combat des travailleurs se fait plus grande.
Yoshida a tenté de faire passer des lois de répression, qualifiées « pour le maintien de l'ordre public et la réglementation des organisations politiques ».
Les travailleurs ont vigoureusement engagé le combat contre ces projets ainsi que contre l'abaissement continu de leur niveau de vie.
De nombreuses grèves ont prouvé le haut degré de combativité et l'organisation du prolétariat japonais. Un million de mineurs ont notamment remporté la victoire. Dans d'autres corporations (électricité, chemins de fer) également des succès ont été obtenus.
L'essentiel est pourtant ailleurs. La direction des syndicats japonais contrôlée complètement, comme on la dit, par l'aile gauche du Parti socialiste a réagi très violemment devant les projets séparés de Yoshida. E'le a déclaré qu'elle lutterait avec eux par la force si c'était nécessaire.
Yoshida a abandonné ses projets
Dans cette grande victoire du prolétariat japonais, le rôle du Parti communiste japonais a été relativement peu d'importance. Après une flambée, au lendemain de la deuxième guerre impérialiste, ses nombreuses erreurs politiques et tactiques l'ont relégué au second plan.
Du point de vue syndical les staliniens se sont isolés dans des unions comptant au total à peine cinquante mille membres.
Enfin, le P.C.J. proclame que la lutte qui s'engage est nationale et qu'il appelle avec tous, y compris les « patrons patriotes » contre l'impérialisme américain qui viserait, toujours selon le P.C., à détruire l'industrie japonaise.
Toutes ces données ont été cruellement démenties. L'industrie japonaise a été relevée et développée puissamment. Les grands trusts ont été solidement reconstruits. C'est contre eux et à travers eux que doit se mener la lutte contre l'impérialisme américain. Les événements prouvent que c'est seulement le prolétariat qui donnera la véritable indépendance au pays et qui solutionnera les réelles difficultés.
Les victoires remportées autorisent une pleine confiance dans l'avenir si le prolétariat se trouve une direction qui ne l'aligne pas sur les voies de garage du réformisme ou du Front populaire pour l'indépendance nationale. (The Militant.)

S.E.L.
46, rue de l'Arbre-Sec, PARIS (17)
C.C.P. CORVIN N° 6864-96
Nous recommandons :
Estampes chinoises révolutionnaires ..... 300
J. BELDEN :
La Chine ébranle le Monde ..... 690
D. GUERIN :
Où va le peuple américain ? ..... 1180
TROTSKY :
Lénine ..... 350
ROSMER :
Le mouvement ouvrier pendant la guerre ..... 540
V. SERGE :
Les derniers Temps ..... 540

AN REGLETECMI

or de l'inspecteur général de la défense en surface de la défense nationale.
la défense aérienne du territoire est mis à la disposition des commandants de zone de défense.
a) Par les compagnies républicaines de sécurité.
Art. 10. — Dans le cadre de l'ensemble des mesures de défense en surface, la garde républicaine est chargée de la surveillance, de renseignement et de neutralisation des éléments isolés. Elle participe aux premières mesures de maintien de l'ordre.
Art. 11. — Dans le cadre de l'ensemble des mesures de défense en surface, la garde républicaine est chargée d'assurer les missions exigeant des concentrations de moyens relativement puissants et une mobilité permettant de renforcer rapidement les premiers éléments de défense des points sensibles ou des secteurs importants menacés.
Art. 12. — Dans le cadre des mesures de défense en surface, les formations de la gendarmerie et de la garde républicaine de Paris sont renforcées par du personnel auxiliaire dont le statut est précisé par décret.
Art. 13. — Il est institué des formations de garde territoriale appelées à participer aux mesures de défense en surface du territoire métropolitain.
Ces formations comprennent des réservistes, même placés en position d'affectation spéciale, et des personnes non soumises aux obligations militaires, qui souscrivent un engagement dans la garde territoriale.
Ces mesures sont laissées dans leurs foyers et doivent rejoindre leur unité ou le poste qui leur est assigné chaque fois que l'ordre leur en est donné ou dans le cas prévu par les consignes particulières de leur unité d'affectation.
Art. 14. — Les unités de la garde territoriale sont constituées par des sections urbaines. Les sections rurales sont formées et employées dans le cadre territorial des brigades de gendarmerie ; les sections urbaines sont formées et employées dans le cadre de la ville, de l'arrondissement ou du quartier, ou à l'intérieur d'une entreprise, d'un établissement ou d'une administration.
Art. 15. — L'organisation de la garde territoriale et le statut de son personnel seront fixés par décret.
Art. 16. — Les bataillons régionaux sont des unités de l'armée de terre constituées par des réservistes de classe ancienne. Ils sont affectés, en principe, à la garde et à la défense des zones sensibles de la police.
Art. 17. — Les compagnies républicaines de sécurité, placées sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, conservent les missions du maintien de l'ordre qui leur sont actuellement dévolues.
Elles pourront être employées à toutes les missions de défense en surface, à l'exclusion de celles qui ont un caractère de garde attique.
L'ensemble des compagnies républicaines de sécurité constitue un corps spécial au sens de l'article 40 de la loi du 13 juillet 1927. Elles seront renforcées par des réservistes choisis parmi les personnels de la police.
Art. 18. — Le décret du 17 mai 1940 portant création de formations militaires de garde territoriale est abrogé.
Art. 19. — Le ministre de la défense nationale, le ministre de l'Intérieur, le ministre du budget, sont chargés, en ce qui concerne le présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.
Fait à Paris, le 29 septembre 1950.
Par le président du conseil des ministres, ministre de l'Intérieur par intérim :
R. PLEVEN.
Le ministre de la défense nationale,
Jules MOCH.

riales dans le cadre du département de la région ou de la zone de défense ;
b) Par les compagnies républicaines de sécurité.
Art. 10. — Dans le cadre de l'ensemble des mesures de défense en surface, la garde républicaine est chargée de la surveillance, de renseignement et de neutralisation des éléments isolés. Elle participe aux premières mesures de maintien de l'ordre.
Art. 11. — Dans le cadre de l'ensemble des mesures de défense en surface, la garde républicaine est chargée d'assurer les missions exigeant des concentrations de moyens relativement puissants et une mobilité permettant de renforcer rapidement les premiers éléments de défense des points sensibles ou des secteurs importants menacés.
Art. 12. — Dans le cadre des mesures de défense en surface, les formations de la gendarmerie et de la garde républicaine de Paris sont renforcées par du personnel auxiliaire dont le statut est précisé par décret.
Art. 13. — Il est institué des formations de garde territoriale appelées à participer aux mesures de défense en surface du territoire métropolitain.
Ces formations comprennent des réservistes, même placés en position d'affectation spéciale, et des personnes non soumises aux obligations militaires, qui souscrivent un engagement dans la garde territoriale.
Ces mesures sont laissées dans leurs foyers et doivent rejoindre leur unité ou le poste qui leur est assigné chaque fois que l'ordre leur en est donné ou dans le cas prévu par les consignes particulières de leur unité d'affectation.
Art. 14. — Les unités de la garde territoriale sont constituées par des sections urbaines. Les sections rurales sont formées et employées dans le cadre territorial des brigades de gendarmerie ; les sections urbaines sont formées et employées dans le cadre de la ville, de l'arrondissement ou du quartier, ou à l'intérieur d'une entreprise, d'un établissement ou d'une administration.
Art. 15. — L'organisation de la garde territoriale et le statut de son personnel seront fixés par décret.
Art. 16. — Les bataillons régionaux sont des unités de l'armée de terre constituées par des réservistes de classe ancienne. Ils sont affectés, en principe, à la garde et à la défense des zones sensibles de la police.
Art. 17. — Les compagnies républicaines de sécurité, placées sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, conservent les missions du maintien de l'ordre qui leur sont actuellement dévolues.
Elles pourront être employées à toutes les missions de défense en surface, à l'exclusion de celles qui ont un caractère de garde attique.
L'ensemble des compagnies républicaines de sécurité constitue un corps spécial au sens de l'article 40 de la loi du 13 juillet 1927. Elles seront renforcées par des réservistes choisis parmi les personnels de la police.
Art. 18. — Le décret du 17 mai 1940 portant création de formations militaires de garde territoriale est abrogé.
Art. 19. — Le ministre de la défense nationale, le ministre de l'Intérieur, le ministre du budget, sont chargés, en ce qui concerne le présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.
Fait à Paris, le 29 septembre 1950.
Par le président du conseil des ministres, ministre de l'Intérieur par intérim :
R. PLEVEN.
Le ministre de la défense nationale,
Jules MOCH.

tionale au cours d'une visite de l'Empereur, jadis Dieu-vivant.
Enfin la question des traités a provoqué une scission dans le Parti socialiste, l'aile gauche s'opposant aux traités. Contrôlant des syndicats qui comptent trois millions de membres, elle a exercé sous la pression des masses ouvrières ainsi que de la jeunesse. Elle est donc amenée à jouer un rôle très important. Ses possibilités de manœuvre sont d'autant plus restreintes que la volonté de combat des travailleurs se fait plus grande.
Yoshida a tenté de faire passer des lois de répression, qualifiées « pour le maintien de l'ordre public et la réglementation des organisations politiques ».
Les travailleurs ont vigoureusement engagé le combat contre ces projets ainsi que contre l'abaissement continu de leur niveau de vie.
De nombreuses grèves ont prouvé le haut degré de combativité et l'organisation du prolétariat japonais. Un million de mineurs ont notamment remporté la victoire. Dans d'autres corporations (électricité, chemins de fer) également des succès ont été obtenus.
L'essentiel est pourtant ailleurs. La direction des syndicats japonais contrôlée complètement, comme on la dit, par l'aile gauche du Parti socialiste a réagi très violemment devant les projets séparés de Yoshida. E'le a déclaré qu'elle lutterait avec eux par la force si c'était nécessaire.
Yoshida a abandonné ses projets
Dans cette grande victoire du prolétariat japonais, le rôle du Parti communiste japonais a été relativement peu d'importance. Après une flambée, au lendemain de la deuxième guerre impérialiste, ses nombreuses erreurs politiques et tactiques l'ont relégué au second plan.
Du point de vue syndical les staliniens se sont isolés dans des unions comptant au total à peine cinquante mille membres.
Enfin, le P.C.J. proclame que la lutte qui s'engage est nationale et qu'il appelle avec tous, y compris les « patrons patriotes » contre l'impérialisme américain qui viserait, toujours selon le P.C., à détruire l'industrie japonaise.
Toutes ces données ont été cruellement démenties. L'industrie japonaise a été relevée et développée puissamment. Les grands trusts ont été solidement reconstruits. C'est contre eux et à travers eux que doit se mener la lutte contre l'impérialisme américain. Les événements prouvent que c'est seulement le prolétariat qui donnera la véritable indépendance au pays et qui solutionnera les réelles difficultés.
Les victoires remportées autorisent une pleine confiance dans l'avenir si le prolétariat se trouve une direction qui ne l'aligne pas sur les voies de garage du réformisme ou du Front populaire pour l'indépendance nationale. (The Militant.)

de tous les pays
♦ U.S.A.
TOUJOURS LES CRIMES RACISTES. — Le secrétaire pour la Floride de l'association pour le progrès des gens de couleur, W. Harry Moore, a été assassiné à Miami, le 3 novembre. L'attentat a été commis au moyen d'une bombe déposée dans le cadre de Moore et dont l'explosion a aussi blessé sa femme.
C'est le troisième attentat de ce genre à avoir lieu en Floride depuis Juin.
LE LYNCH. — Le sénateur noir Tobias a déclaré aux Nations Unies que les lynchages de noirs américains sont un scandale. Ceci est simplement une falsification de statistiques. En effet, si les lynchages n'ont plus un caractère « spontané », ils sont maintenant organisés par la police locale, et les participants ne sont plus des « rebelles » ou de « véritables évasés ».
Tous reconnus en Floride, deux noirs ont ainsi été battus. Dans la seule ville de Birmingham, dans l'Alabama, plus de cent noirs ont été assassinés au cours du mouvement de libération.
♦ EGYPTE
Le mouvement des « Bataillons de la Libération » a été rapidement étouffé dans tout le pays principalement dans les villes. Sa nature spontanée lésa très étroitement aux masses ouvrières et paysannes. Le caractère hautement révolutionnaire. Dans ce pays où les femmes sont dans une condition inférieure, celles-ci participent au mouvement. Dans certaines localités, les bataillons assument une partie de l'autorité. Ceci n'est pas sans intérêt pour le mouvement qui tente vainement de collier le mouvement.

(2) Deux centres industriels de
de tous les pays
♦ U.S.A.
TOUJOURS LES CRIMES RACISTES. — Le secrétaire pour la Floride de l'association pour le progrès des gens de couleur, W. Harry Moore, a été assassiné à Miami, le 3 novembre. L'attentat a été commis au moyen d'une bombe déposée dans le cadre de Moore et dont l'explosion a aussi blessé sa femme.
C'est le troisième attentat de ce genre à avoir lieu en Floride depuis Juin.
LE LYNCH. — Le sénateur noir Tobias a déclaré aux Nations Unies que les lynchages de noirs américains sont un scandale. Ceci est simplement une falsification de statistiques. En effet, si les lynchages n'ont plus un caractère « spontané », ils sont maintenant organisés par la police locale, et les participants ne sont plus des « rebelles » ou de « véritables évasés ».
Tous reconnus en Floride, deux noirs ont ainsi été battus. Dans la seule ville de Birmingham, dans l'Alabama, plus de cent noirs ont été assassinés au cours du mouvement de libération.
♦ EGYPTE
Le mouvement des « Bataillons de la Libération » a été rapidement étouffé dans tout le pays principalement dans les villes. Sa nature spontanée lésa très étroitement aux masses ouvrières et paysannes. Le caractère hautement révolutionnaire. Dans ce pays où les femmes sont dans une condition inférieure, celles-ci participent au mouvement. Dans certaines localités, les bataillons assument une partie de l'autorité. Ceci n'est pas sans intérêt pour le mouvement qui tente vainement de collier le mouvement.

# SUR LE FRONT OUVRIER

## 1951

## La défaite de la police chez Renault

**P**ENDANT l'année écoulée, le prolétariat a exprimé son refus de subir passivement le programme de misère et de guerre de la bourgeoisie. 1951 est l'année de la lutte d'ampleur caractérisée, mais qui, toutes, traduisent la combativité de la classe ouvrière, et nous apportent des enseignements et des leçons d'une très grande valeur. Cette combativité est, en soi, un enseignement dont l'importance n'échappe à personne.

Mais il n'est pas le seul ni le plus marquant. Ce qui domine l'année, c'est la victoire des mouvements unitaires de mars-avril, la volonté croissante des travailleurs de s'unir pour l'action et la grande peur de la bourgeoisie de voir se réaliser cette unité d'action décisive.

Certes la réalisation de l'unité est ardue. Elle bute souvent sur des obstacles nombreux à chaque présentation, mais sa nécessité irrésistible apparaît dans les grandes batailles de classe. Les actions culminantes de 1951 sont imprégnées d'une recherche passionnée de l'unité de combat.

La puissance poussée revendicative de mars-avril surprend la bourgeoisie et les directions syndicales.

L'exemple unitaire des gars de la R.A.T.P. soulève l'enthousiasme des travailleurs. La réalisation de leurs Comités d'Unité d'Action, apparaît à la bourgeoisie comme une menace révolutionnaire.

Très vite le mouvement s'étend et se nourrit d'une volonté d'unité : pas de revendications qui divisent, augmentation égale pour tous comme au Métro, coordination des luttes et généralisation du combat, action commune de toutes les centrales à l'exemple du comité de grève de la R.A.T.P. La C.F.T.C. et C.G.T. tentent, par l'élévation et la division des luttes ; la C.G.T. ne lance pas le mot d'ordre de grève générale attendu par tous.

Face à la crainte de cette unité et à la débâcle de celles-ci, les travailleurs impulsent des initiatives unitaires qui tendent à débordement le cadre syndical.

Au cours d'une Assemblée agitée les comités de grève des cheministes parisiens exigent des fédérations qu'elles dirigent responsable-ment le mouvement.

Les sommets fédéraux persistent dans leurs désoccors ? Alors, un comité central de grève démocratiquement constitué dirige la lutte ! réclame des interventions parlementaires reconstruite.

Cette direction démocratique se construit comme une réalité vivante chez les cheministes de Caen et les travailleurs de l'arsenal de Brest qui mènent un combat admirable dans l'unanimité la plus complète.

L'aïer est chaude. Le gouvernement et le patron lâchent du lest pour toutes les corporations. Le mouvement s'apaise. Rendez-vous en septembre, disent les travailleurs, heureux des résultats positifs qu'ils ont obtenus et qui ont permis de reconstruire.

La bourgeoisie qui à toutes les raisons de craindre ce rendez-vous de l'action unie des travailleurs renvoie le salaire minimum vital et pense ainsi éviter la formation d'un Front unique qui la balayerait.

La grève des professeurs la secoue, la stupéfie et dévoile sa faiblesse extraordinaire.

Grève des « élites » dont la portée est considérable. Ainsi les cadres traditionnels du régime se retrouvent habituellement respectueux de l'ordre établi, se révoltent contre un système économique dont ils entretiennent l'extrême décomposition.

Le coût de la politique de guerre pèse sur eux comme sur le prolétariat et leur mouvement traduit toute l'inquiétude et tout le désarroi de la petite bourgeoisie.

Mais qui plus est, les professeurs se posent en défenseurs des revendications de toute la fonction publique et rejoignent par là le combat unitaire de la classe ouvrière. La bourgeoisie doit reculer précipitamment devant les mineurs dressés unanimement contre les atteintes à leur régime de sécurité sociale.

Moins spectaculaires que ces réactions violentes mais également révélateurs, des combats dont le nombre importe moins que le caractère unitaire réunissent chaque jour les travailleurs de toutes tendances.

Is témoignent de la permanence et de la profondeur du courant d'unité qui anime la classe ouvrière et que les propositions d'action commune de la C.G.T. expriment correctement.

Les dirigeants F.O. et la C.F.T.C. hésitent sur le char atlantique et repoussent ces propositions dont l'intérêt domine les derniers mois de l'année.

Dependant les directives unitaires renouvelées de Frachon, dont nous l'impression qu'elles entrent mal en application pour des raisons multiples, apparaissent, bien que corrigées, peu efficaces.

Nous savons, bien sûr, que la recherche de l'unité est difficile. Mais l'acquis essentiel de 1951 nous apprend aussi que les conditions existent pour faire de 1952 une année de victoires unitaires.

Les ouvriers veulent se battre toute ensemble contre un régime qui traditionnellement rend vulnérable, pour des revendications qui leur sont communes. Ils se dressent vigoureusement contre les fameuses lois-cadres au contenu réactionnaire et refusent de payer les frais de poursuites de guerre. Si fallait une preuve de cette opposition résolue, la chute des gouvernements Pleven la fournirait. Pressée par sa base ouvrière, la S.F.I.O. a dû refuser la confiance sur les projets de répression sociale.

C'est une conséquence de l'action unie des travailleurs.

Un Front Unique des organisations ouvrières, soutenu par cette volonté de combat qui bouillonne, ouvrirait une issue victorieuse aux luttes prochaines.

**L**e samedi 22 décembre, à midi, à l'heure du repas, les ouvriers trouvent en faction sur la Place Nationale une quinzaine de cars et 200 gendarmes.

À 12 m. 25, une dizaine de R.I.F. s'installent sur la place et vendent leur torchon « Le Rassemblement ». Après s'être fait copieusement injurier par les ouvriers, ils sont progressivement repoussés sur la périphérie de la place. Un vendeur se place au milieu de la rue entre les ouvriers et les flics : « Je suis un fasciste et j'en suis fier », dit-il en riant.

Un orateur monté sur le kiosque à journaux stigmatise la collusion flics-R.I.F. : « Nous ne tolérons pas de fascistes sur la Place Nationale ».

La bagarre éclate soudain. En une minute, il n'y a plus un vendeur R.I.F. Ils ont été littéralement balayés, ils se sont réfugiés dans les rangs des flics.

Ceux-ci interviennent alors. Ils avancent à l'assaut, les ouvriers vers les portes de l'usine. Aucun coup n'est échangé.

Lorsqu'il ne reste plus qu'une cinquantaine d'ouvriers devant la porte les flics commencent à cogner.

La contre-attaque est immédiate. En 30 secondes la situation s'est renversée et ce sont les flics qui fouettent le camp comme des lapins, sous les huées, les pavés, les bouteilles, les boulets, etc. Pendant 20 minutes, la bataille se déroule dans une suite d'attaques et de contre-attaques des flics et des ouvriers. La dernière attaque des ouvriers, l'offensive est poussée plus avant, les pavés s'abattent aussi sur les cars.

Lorsque la sirène de l'usine retentit et que les ouvriers réintègrent l'usine, deux minutes brûlent.

Le spectacle qui s'offre a une allure d'émeute. Les flammes, la fumée, le sol jonché de bouteilles brisées, de pavés, etc.

Les ouvriers sont enthousiasmés, ils crient : « Le fascisme ne passera pas » ; Rassemblés près des portes, ils chantent l'Internationale en levant le poing. La reprise du travail s'effectue au milieu des visages réjouis.

La semaine suivante, le vendredi 28, les ouvriers sont décidés à ne pas tolérer la présence des fascistes sur la Place Nationale.

Le matin, le Parti communiste français diffuse un tract signalant qu'une provocation policière est montée.

Le P.C.F. invite parallèlement les ouvriers à se rassembler sur la Place Nationale et à ne pas tolérer la vente des fascistes.

Bien avant midi, les policiers sont en place, les rues Nationale, Yves-Kermen et de Meudon sont remplies de cars, de voitures radiés, d'ambulances de flics et de C.I.F.

Les ouvriers échangent des réflexions en souriant : « Ils ont peur de nous, pour mobiliser tout de monde ! » — « C'est encore nous qui les payons, ces salauds-là ! »

Chaque ouvrier a mesuré que le rapport de forces n'était pas en notre faveur. Personne ne tombe dans le panneau de la provocation. Lefaucheux, en auxiliaire de la police, a fait fermer à clef les grandes portes de l'entrée principale.

Si les policiers veulent coincer les

ouvriers sur la place, ceux-ci ne pourront pas se réfugier dans l'usine, la petite porte étant insuffisante pour l'évacuation des travailleurs.

Nécessité fait loi : des barres de fer, des poutrelles, la force conjuguée des ouvriers font rapidement sauter les portes.

L'ouverture des portes est saluée de « Hourras » enthousiastes. « Le

fascisme ne passera pas ». Un meeting se tient à l'intérieur de l'usine.

Jusqu'à 1 h. 1/4, les ouvriers restent sur la place. Il y a des cris comme : « Venez prendre les manivelles, eh ! feignants ! ». Puis les ouvriers rentrent dans l'usine en fermant les portes derrière eux.

Correspondant.

## UNION CONTRE L'ARBITRAIRE !

Suite de la première page

inculpés. Comment les trouver ? Qu'à cela ne tienne ! on arrêtera au hasard, arbitrairement, et on accusera ensuite.

Et c'est ce qui s'est passé ! Dans la dernière semaine de décembre, la presse faisait savoir qu'une inculpation était ouverte sur les événements du 22 décembre et qu'une commission rogatoire de la brigade criminelle était désignée. La nomination de la commission rogatoire était tout un programme ; programme qui allait se réaliser rapidement. Le matin du 5 janvier, à 7 h. 15, des policiers se présentent au domicile du camarade Blaise. Sous prétexte de présenter une convocation, ils se font ouvrir la porte, embarquent sans autre forme de procès le camarade Blaise et se livrent à une perquisition en règle. A l'heure actuelle, Blaise, ancien délégué C.G.T. de chez Renault, licencié par Lefaucheux, est à Fresnes. La liberté provisoire lui a été refusée et son avocat n'a pas pu savoir quel était le motif de l'inculpation !

Mais ce n'était pas là l'exemple unique : Bessolieu, secrétaire du Comité d'entreprise, a été l'objet de mêmes mesures. Par un heureux concours de circonstances, il n'en fut pas la victime. D'autres camarades allongent la liste, sans oublier Deroc, ouvrier incorrigible, à travers internes à Fresnes et arrêté le jour même de la manifestation.

Ainsi se renouvellent des méthodes que nous n'avons que trop connues. Ces messieurs de la police ont de l'expérience et des précédents. L'occupation a été pour eux un stage d'apprentissage. A travers ces méthodes se révèlent les réelles intentions de leurs auteurs : monter un faux procès, accuser et condamner des innocents, infliger 5, 6 ou 8 mois de prévention à des militants ouvriers reconnus pour essayer de repulser le moral des flics en donnant une bonne leçon à l'ensemble de la classe ouvrière.

A l'annonce de ces nouvelles, un « Comité de défense des travailleurs de la Régie Renault traqués par la répression policière » s'est constitué. Ce comité, reprenant déjà un certain nombre d'organisations telles que la C.G.T., le P.C.F. et l'U.J.R.F., et quelques militants ouvriers connus, se propose de défendre les droits élémentaires des travailleurs aussi cyniquement bafoués. Nul doute que son action ne soit soutenue et entourée de toutes les organisations de tous les ouvriers de Renault, Boulogne-Billancourt et d'ailleurs. Toutes les organisations ouvrières se doivent d'aider ce comité et d'y adhérer.

Dores et déjà, notre Parti chez Renault y a proposé sa participation et a, par un tract, invité tous les ouvriers à l'appuyer de leur solidarité agissante.

La protestation contre les méthodes de répression doit aller s'amplifiant. La libération des emprisonnés doit être réclamée avec force et le cri de « Liberté Blaise et Deroc » doit retentir bien haut dans ce pays où la violence et l'arbitraire policiers commencent à devenir un attribut normal de la « justice ».

(Nous traiterons dans un prochain article de l'état de siège de Boulogne-Billancourt au cours de la journée du 29-12-51 et des tâches que de telles méthodes imposent à la classe ouvrière.)

## Manœuvres à la R.A.T.P.

Le conseil d'administration de la R.A.T.P. a débouché un crédit de un milliard cent-cinquante millions pour rajuster les salaires de certaines catégories.

Dans de précédents numéros de la « Vérité » nous avons déjà exposé les grandes lignes de la nouvelle grille de salaires. L'égalité de traitements entre chefs de train, chefs surveillants, chauffeurs d'autobus, et ouvriers est rompue. Alors que les ouvriers au sommet touchent environ 100 millions de francs par an, le traitement théorique diminue, les récepteurs selon qu'ils sont assés ou radiés, selon qu'ils sont de train et les chefs surveillants selon qu'ils ont un poste fixe ou non aurent un traitement différent ; les administratifs n'ont aucune augmentation.

Avant peur d'une nouvelle grève de la R.A.T.P. le gouvernement leur a quelque chose, mais de telle façon qu'il espère opposer les catégories les unes aux autres.

## ABONNEMENT

46, rue de l'Arbre-Sec  
C.O.P. - Sté de Presse, d'Édition  
et de Librairie n° 603.201 Paris  
1 en ..... 400 fr.  
6 mois ..... 200 fr.

## LA CRISE DU CINÉMA

**N**OVEMBRE 1951. Le cinéma français entre dans une nouvelle crise. Elle a atteint un point critique quand le circuit des studios « Franstudio » de Joinville et Saint-Maurice ferment leurs portes consacrant un véritable lock-out de techniciens et d'artistes qui se voient dépossédés de leur instrument de travail le plus élémentaire.

Sous l'impulsion des techniciens staliniens du cinéma, une manifestation a lieu à Joinville, au cours de laquelle des metteurs en scène dans un fracas de coups de patriciens, arrivent à dégager un programme revendicatif tenant en trois points essentiels :

- Res titution d'un milliard et demi sur les taxes abusives perçues par l'Etat ;
- Amélioration du quota en faveur du film français. Réglementation de l'importation étrangère avec réciprocité pour les films français dans les pays exportateurs ;
- Liberté d'expression. Suppression de la censure.

Comment la première industrie de France avant la guerre, au point de vue du capital investi, en est arrivée à ce point qu'elle est prête à disparaître, et que les travailleurs en sont réduits au travail partiel ou au chômage complet ?

Il faut souligner que cette crise n'est pas uniquement française, qu'on parle de crise de production à Hollywood, et que les studios anglais et les studios italiens n'ont pas été épargnés.

D'autre part, il n'y a pas que le cinéma qui va mal.

En France la chaussure, le textile, la confection, la haute couture, l'industrie légère sont touchées.

Il y a certains reproches qu'on fait aux gens de la profession. On accuse les metteurs en scène, les gaspillés de l'argent, les vedettes de coûter trop cher ; on a dit aussi que la crise du cinéma était due à une crise de qualité, et que le public se désintéressait du cinéma à cause des trop nombreux navets.

Le bilan du nombre des spectateurs français est évalué à 17 milliards d'entrées pour l'année 1950.

Reprenons ces points un par un. Le mythe du metteur en scène gaspilleur ne doit faire illusion à per-

## Le drame des sans logis

**L**e jeune ménage d'aujourd'hui, si il doit se débrouiller seul, ne peut que reculer devant la location des « deux pièces, cuisine » dont la « reprise » dépasse 100, voire même les 200.000 francs. Comme l'écrivit justement R. Levi, maire communiste du Plessis-Robinson, « il est impossible d'établir le service militaire de deux ans de fabriquer des avions, des tanks, des canons, et en même temps construire des logements ». Résoudre le problème du logement suppose un changement radical de politique, c'est-à-dire, en fait, un changement de régime.

L'agglomération Butte-Rouge-Plessis compte environ 25.000 habitants. Dans ces deux « cités-dortoirs », les familles ouvrières sont des familles nombreuses. Là, des aujourd'hui, plus de 300 jeunes ménages se voient contraints d'utiliser une pièce chez les parents ou même une cave ou un grenier. Ou se logeront demain les gosses ? Leur nombre est aujourd'hui déjà plus grand que celui des places qui leur sont offertes dans les écoles

siennes, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Les Offices ont construit 483 logements depuis la libération. 6.389 sont en cours de construction. Des projets sont en cours sur 1.137 sont approuvés et financés. Enfin d'autres projets intéressent 2.873 logements sont à l'étude, mais sans être encore approuvés ni financés. Donc, au total, si non ces projets étaient exécutés, 16.880 logements seraient d'ici 5 ans mis à la disposition des sans-logis ou des mal-logés. Or, les demandes à l'Office H.L.M. se chiffrent actuellement à 144.000. Et, dans 5 ans, elles atteindront les 200.000. Voilà le vrai tableau de la crise.

La politique de préparation à la guerre impérialiste fait que, d'ailleurs, les constructions s'arrêtent. Les financements ne font rien, ou bien, comme au plateau de Malabry, le ministère de la Guerre avance la moitié des crédits nécessaires en imposant les conditions : réserver la moitié des logements construits aux militaires. Les matériaux manquent, ce qui constitue un obstacle passent par priorité, et c'est le chômage.

Début décembre 51, le Syndicat des ouvriers du Bâtiment de l'Entreprise Demez manifesta par un meeting contre cette politique. Le soir, une réunion publique rassembla des habitants de la cité. Le problème du logement fit l'objet d'un exposé très documenté de la part du maire. A l'issue de cette réunion, une délégation fut constituée pour aller réclamer au préfet la remise en route des chantiers.

C'est là un bon début. Mais il faut rapidement élargir l'action. Comme le dit le président du P.C.F., il faut organiser la protestation des travailleurs dans toutes les communes et souder le front des organisations po-

litiques et des intersyndicales locales face à ce problème angoulaçais. Car, en fin de compte, la seule façon de faire pression sur les pouvoirs publics, ce n'est de susciter de puissantes manifestations des habitants des communes ouvrières de la banlieue.

Par ce moyen il est d'ailleurs possible de remporter une victoire de plus. Le gouvernement a trouvé une solution brillante pour réaliser quelques bénéfices supplémentaires sur le dos des travailleurs. Il loge ses flics, ses gendarmes, ses C.R.S., non plus dans ses casernes devenues sans doute trop petites, mais bien dans la cité-ouvrière elle-même. Au Plessis, nos familles ont ainsi le privilège de se voir frustrées de plus de 300 logements. Tout cela d'ailleurs dans une plus pure illégalité puisque le bail de ces matraqueurs est expiré depuis 1947.

Aujourd'hui le comité d'honneur radical et gaulliste de la feuille démocratique *Constructions la maison pour tous* appuyé par la C.G.P.O., la C.F.T.C., la J.O.C., etc., voudra faire grand bruit sur le problème du logement en fournissant de bons conseils et l'adresse de bonnes sociétés aux travailleurs pour qu'ils mettent la main à la pâte. Malheureusement pour les calculs de ces braves gens, les ouvriers qui triment toute la semaine n'ont ni la force, ni le minimum vital nécessaire à construire eux-mêmes leur toit. Ils savent que ce ne sont pas eux les responsables de la crise. Ils réclament et réclameront avec une vigueur accrue une politique et un régime qui puissent leur apporter des conditions de vie décentes, des logements confortables et sains.

G. MOUGARD